

Les subsides

Mais surtout, monsieur l'Orateur, un grand nombre d'industries du pays sont en pleine transformation. Il y a eu d'importants changements sur le plan de la technologie et du genre de produits qu'elles fabriquent. Ce n'est pas en tapant du pied, en grinçant des dents ou en tapant sur la table et en criant «Faites quelque chose, débloquez des fonds» qu'on réglera la situation. C'est pourtant ce que font souvent nos amis là-bas, dans le coin. Néanmoins, il faut comprendre la dynamique d'une société industrielle en évolution, monsieur l'Orateur. L'industrie automobile et l'industrie forestière subissent des transformations qui exigent des connaissances nouvelles et toute une génération de Canadiens spécialement formés.

Entre-temps, nous devons aider les travailleurs qui font les frais de ces changements. Nous ne pourrions pas et ne devons pas faire obstacle au progrès, mais nous devons certainement aider ceux qui en subissent les conséquences.

Le chômage au Canada est dû en partie au fait que les industries n'arrivent pas à vendre leurs produits et que les gens ne parviennent pas à vendre leurs biens et services. On a beaucoup parlé des problèmes de l'industrie automobile, mais le fait est qu'environ 80 p. 100 des automobiles fabriquées au Canada sont vendues à l'étranger. Si l'industrie automobile de l'Amérique du Nord n'a pas pu s'adapter à la concurrence, pour des raisons techniques ou autres, c'est un problème important et l'industrie est en train de se réorganiser pour en venir à bout.

Le gouvernement n'est pas à blâmer. Rien ne sert d'essayer de savoir qui est responsable ou de chercher un bouc émissaire. Les syndicats, les hommes d'affaires, les employeurs et le gouvernement doivent s'employer de concert à trouver des solutions. Nous devons mettre un terme aux affrontements et à la dissension que provoquent certains députés dans leur propre intérêt politique et essayer de bâtir une société capable de trouver des solutions aux problèmes. C'est la tâche qui nous attend.

Il importe d'examiner comment nous essayons de nous attaquer à tous ces problèmes. La première contribution importante a été le budget de novembre.

Des voix: Oh, oh!

M. Fennell: La tragédie canadienne.

M. Axworthy: Les gros rires découlent ordinairement de l'ignorance, et je pense que c'est ce qui se passe maintenant, monsieur l'Orateur. J'essaie d'expliquer comment le budget s'attaque à l'un des problèmes économiques fondamentaux de tous les pays, en l'occurrence le taux d'inflation élevé. Un aspect essentiel de la lutte contre l'inflation consiste à faire baisser les taux d'intérêt pour créer la demande. Cela ne peut pas se faire de façon artificielle. Les députés peuvent prétendre le contraire s'ils le veulent, mais on ne peut pas faire baisser les taux d'intérêt par des mesures artificielles. Pour y parvenir, il faut que nous nous servions de notre économie de marché. Le meilleur moyen de faire baisser les taux d'intérêt consiste à réduire la demande d'emprunts gouvernementaux sur les marchés financiers.

Nous constatons que la situation commence à s'améliorer, parce que le taux d'inflation est à la baisse. Le taux d'inflation au Canada a été de 8.25 p. 100 pour la période de trois mois se

terminant le 31 janvier 1982. Autrement dit, les forces inflationnistes ont commencé à s'affaiblir, ce qui a fait baisser les taux d'intérêt. Cela contribue pour beaucoup à résoudre le problème, et il vaut mieux procéder de cette façon pour favoriser une augmentation de la demande que d'utiliser toutes sortes d'astuces, comme le préconisent les députés d'en face. Le gouvernement peut recourir à ses pouvoirs fiscaux et monétaires pour réduire la demande.

On a dit très souvent que nous devrions stimuler les énergies créatrices et concurrentielles des Canadiens, mais, fait étrange, le parti conservateur se contredit à ce sujet. Les députés conservateurs se veulent les champions de la libre entreprise au Canada. Ils disent que nous devrions laisser libre cours aux forces du marché. C'est précisément ce que recherche le budget, monsieur l'Orateur. La diminution du taux d'impôt marginal laisse plus d'argent entre les mains des entrepreneurs et de ceux qui courent des risques, et les gens ont plus de latitude pour investir.

Si le chef de l'opposition dit que nous ne devrions pas laisser plus d'argent entre les mains des entrepreneurs, il serait bien avisé de confronter son caucus à nouveau et de faire un autre examen de conscience. A mon avis, un bon nombre des membres de son caucus admettent avec moi que, si on laisse les capitaux plus libres de circuler et les gens décider eux-mêmes où investir, ils le feront dans le domaine le plus productif. C'était là le but de ministre des Finances quand il a réduit le taux d'imposition et laissé plus d'argent entre les mains des contribuables. Si les députés d'en face prétendent que le budget ne stimule pas l'économie, alors ils ne l'ont pas lu mais se fient uniquement à leur imagination.

Le budget renferme plusieurs mesures importantes destinées à arrêter des buts et des objectifs pour favoriser le développement économique. Dans le document budgétaire intitulé: "Stratégie de développement économique pour les années 80" le gouvernement proposait certaines initiatives pour faciliter les activités de création d'emplois du secteur privé et des gouvernements provinciaux. Quand les réactionnaires dans le coin là-bas, qui aiment faire croire qu'ils sont progressistes, tempêtent et criaillent contre les changements apportés au réseau ferroviaire, ils disent en somme qu'ils ne croient pas au progrès. Ils n'estiment pas opportun d'utiliser la capacité ferroviaire dans l'Ouest pour aider à vendre nos denrées et à enrichir le Canada. Ils aiment se faire les champions de mesures progressistes, mais ils proposent une des mesures les plus réactionnaires et rétrogrades jamais présentées par un parti politique au Canada. Ils font obstacle dans l'Ouest aux forces créatrices qui fabriqueraient de nouveaux produits et provoqueraient une croissance économique.

Le député de Regina-Est (M. de Jong) est tellement omni-bilé par le passé qu'il n'arrive pas à voir l'avenir. Il est tellement figé dans une attitude guindée qu'il ne peut pas accepter des forces nouvelles. Il est triste, monsieur l'Orateur, qu'un parti traditionnellement tourné vers l'avenir en soit rendu à s'attacher à un groupe réduit de partisans au point de dire comme il le fait maintenant: «Nous nous battons jusqu'au bout». Ce parti est la ligne Maginot de la politique canadienne, monsieur l'Orateur, et son sort sera le même.